

Unité départementale Le Havre  
48 rue Denfert Rochereau  
BP 59  
76084 Le Havre Cedex

Le Havre, le 23/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LEFEBVRE DECULTOT**

53/55 rue Saint-Benoit  
76400 Fécamp

Références : 20241127\_VI\_Lefebvre-Decultot\_AN-DEEE\_PPC  
Code AIOT : 0005802520

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2024 dans l'établissement LEFEBVRE DECULTOT implanté 53/55 rue Saint-Benoit 76400 Fécamp. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale de l'inspection des installations classées relative à la lutte contre les sites illégaux de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Elle a également été l'occasion de vérifier le respect d'autres dispositions réglementaires applicables à l'exploitant.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LEFEBVRE DECULTOT
- 53/55 rue Saint-Benoit 76400 Fécamp

- Code AIOT : 0005802520
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Lefebvre-Décultot est spécialisé dans la collecte, le transit, le tri et le regroupement de déchets de métaux et de déchets dangereux de batteries au plomb.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trafic D3E
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Traçabilité des déchets dangereux – Utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Demande d'action corrective	3 mois
3	Contrat avec un éco-organisme agréé pour la gestion des DEEE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Aires d'entreposage des DEEE	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I	Demande d'action corrective	3 mois
5	Registre des entrées et sorties de déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2	Demande d'action corrective	3 mois
6	Hauteur de stockage des déchets de métaux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV	Demande d'action corrective	3 mois
7	Contrôle de radioactivité des déchets de métaux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-I	Demande d'action corrective	3 mois
8	Cuve d'huile noire - Analyse de PCB	Code de l'environnement du 13/04/2013, article R.543-33	Demande d'action corrective	3 mois
10	Autorisation	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	de déversement et respect des valeurs limites d'émission	06/06/2018, article 17, 18 et 20		
11	Rétentions des stockages de liquides	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-I	Demande d'action corrective	3 mois
13	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1-I	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Entretien du séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	Sans objet
12	Vérification périodique des extincteurs	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement accueille des déchets d'équipements électriques et électroniques mais n'avait pas contracté avec un éco-organisme agréé le jour de la visite. L'exploitant a pris contact avec l'éco-organisme agréé ECOSYSTEM dans les jours suivant la visite. Il transmettra le contrat établi avec cet éco-organisme sous 1 mois, en justifiant qu'il en respecte l'ensemble des dispositions.

**Conformément aux dispositions de l'article R.543-200-1 du code de l'environnement, l'exploitant étant avisé par le présent rapport des faits qui lui sont reprochés et des sanctions qu'il encourt (voir ci-après), il dispose d'un délai d'un mois pour formuler le cas échéant ses observations, écrites ou orales, assisté si besoin d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix. Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 3 750 € par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques pour une personne. La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.**

De nombreuses autres non-conformités ont été constatées, pour lesquelles des actions correctives sont attendues sous 3 mois (voir détails aux différents points de contrôle).

Une nouvelle visite inopinée sera réalisée en 2025 pour vérifier le retour à la conformité. En cas de nouvelles non-conformités, une mise en demeure pourra être proposée.

Enfin, des éléments justificatifs sur la nature et le volume des activités pratiquées sont attendus sous 3 mois afin de clarifier la situation administrative de l'établissement (voir détails au point de contrôle n°1).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9	
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement ICPE	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Annexe 1 : Nomenclature et rubrique des installations classées pour la protection de l'environnement.	
<b>2710. Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719</b>	
1. Collecte de déchets dangereux :	
La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :	
a) Supérieure ou égale à 7 t	(A - 1)
b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t	(DC)
2. Collecte de déchets non dangereux :	
Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :	
a) Supérieur ou égal à 300 m <sup>3</sup>	(E)
b) Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 300 m <sup>3</sup>	(DC)
<b>2711. Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719</b>	
Le volume susceptible d'être entreposé étant :	

:	
1. Supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup>	(E)
2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	(DC)

**2712. Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719**

1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup>	(E)
2. Dans le cas d'autres moyens de transports hors d'usage, autres que ceux visés aux 1 et 3, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 50 m <sup>2</sup>	(A-2)
3. Dans le cas des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R.543-297 du Code de l'environnement	
a) Pour l'entreposage, la surface de l'installation étant supérieure à 150 m <sup>2</sup>	(E)
b) Pour la dépollution, le démontage ou le découpage	(E)

**2713. Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.**

La surface étant :	
1. Supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup> ;	(E)
2. Supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 1 000 m <sup>2</sup> .	(D)

**2718. Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793.**

La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :	
--	--

présente dans l'installation étant :	
1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	(A-2)
2. Autres cas	(DC)

**2790. Installations de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795**

Traitement de déchets dangereux	(A-2)
---------------------------------	-------

**2791. Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971**

La quantité de déchets traités étant :	
1. Supérieure ou égale à 10 t/j ;	(A-2)
2. Inférieure à 10 t/j.	(DC)

#### Constats :

##### Rubrique 2713

L'établissement est actuellement enregistré au titre de cette rubrique, pour une surface totale des aires de transit/regroupement/tri de 4 000 m<sup>2</sup>. Cette surface maximale était respectée le jour de la visite.

##### Rubrique 2718

L'établissement est actuellement autorisé pour cette rubrique, pour une quantité de déchets de batteries au plomb susceptible d'être présente de 20 tonnes. Au vu du registre des sorties de déchets, cette quantité est respectée.

Lors de la visite, d'autres déchets dangereux ont été observés sur les différentes aires de stockage : bouteilles de gaz usagées, extincteurs usagés, pots de peinture usagés...

##### Rubrique 2710

L'exploitant a déclaré que le site est ouvert aux particuliers ou professionnels qui souhaitent amener leurs déchets. Cela peut concerner tous types de déchets présents sur le site, dangereux ou non. L'exploitant est donc concerné par les rubriques 2710-1 et 2710-2. Il n'y a pas de zone distincte pour les déchets collectés par l'exploitant et pour ceux apportés par les tiers : ces derniers déposent leurs déchets directement sur les aires de transit. L'exploitant n'a pas été en

mesure de déterminer quel est le volume maximal de déchets apportés par leur producteur susceptible d'être présent sur le site.

Rubrique 2711

L'inspection a noté la présence de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) sur le site, dans les tas de métaux. Au vu des quantités présentes, inférieures à 100 m<sup>3</sup>, l'exploitant est non classé au titre de cette rubrique.

Rubriques 2790 et 2791

L'exploitant a déclaré qu'il effectue des opérations de découpe de certains déchets de métaux. Au vu du volume d'activité associé, il est soumis à déclaration au titre de la rubrique 2791 (déchets non dangereux). En cas de découpe de déchets dangereux, il pourrait également être soumis à autorisation au titre de la rubrique 2790.

Rubrique 2712

L'inspection a noté la présence de carcasses de véhicules hors d'usage sur le site. La surface d'entreposage dédiée étant inférieure à 100 m<sup>2</sup>, l'installation est non classée au titre de la rubrique 2712.

Le site ne dispose pas d'agrément préfectoral relatif à la gestion des véhicules hors d'usage.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant :

- fournira une estimation de la nature et des quantités maximales susceptibles d'être présentes de déchets dangereux (bouteilles de gaz usagées, extincteurs usagés, pots de peinture usagés, et autres déchets dangereux au sens de la Décision n° 2014/955/UE de la Commission du 18 décembre 2014) ;
- fournira une estimation du volume maximal susceptible d'être présent sur le site de déchets apportés par leur producteur, en distinguant le volume des déchets dangereux et des déchets non dangereux ;
- selon les valeurs estimées au point précédent, si les seuils de classement des rubriques ICPE 2710-1 et/ou 2710-2 sont atteints, effectuera les démarches administratives nécessaire pour régulariser sa situation (télédéclaration sur le site <https://entreprendre.service-public.fr/> ou demande d'examen au cas par cas en cas de soumission à une nouvelle rubrique à enregistrement ou autorisation)
- justifiera qu'il a pris les dispositions nécessaires pour que les tiers apportant leurs déchets sur le site disposent d'une zone dédiée de manière à ce qu'ils n'aient pas accès aux aires de transit de déchets soumises aux rubriques 2713 et 2718 ;
- effectuera une télédéclaration pour l'activité de traitement de déchets non dangereux (rubrique 2791) sur le site <https://entreprendre.service-public.fr/> ;
- justifiera que les opérations de traitement de déchets effectuées sur le site ne concernent pas des déchets dangereux, étant entendu que toute opération touchant à l'intégrité des déchets (découpe, presse, etc) est à considérer comme un traitement de déchets ; à défaut, une demande d'examen au cas par cas devra être réalisée sur le site <https://entreprendre.service-public.fr/> pour la rubrique 2790 (ajout d'une nouvelle rubrique à autorisation);
- cesse d'admettre des véhicules hors d'usage sur son site même dépollués.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois



## N° 2 : Traçabilité des déchets dangereux – Utilisation de Trackdéchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a établi des bordereaux de suivi de déchets (BSD) électroniques sur Trackdéchets pour les lots de déchets de batteries au plomb sortant du site. Pour les déchets de batteries admis sur le site, des BSD ont été établis seulement pour certaines batteries collectées par l'exploitant, et pas pour les déchets de batteries amenés sur le site par leur producteur. L'exploitant a déclaré que certains producteurs établissent des BSD au format papier. Par ailleurs, sur l'exemple de BSD électronique fourni pour des déchets de batteries admises sur le site, l'installation de l'exploitant est indiquée comme installation de destination avec le code d'opération R4 qui concerne les opérations de recyclage ou récupération des métaux ou des composés métalliques, alors que l'exploitant n'effectue pas cette opération sur son site. C'est le code R12 (échange de déchets en vue de les soumettre à l'une quelconque des opérations numérotées) qui devrait figurer sur les BSD des batteries admises sur le site. L'exploitant devrait ensuite établir un BSD de regroupement pour regrouper plusieurs BSD d'entrée en un BSD de sortie, de manière à conserver la traçabilité des déchets. Aucun BSD n'a été établi pour les nombreux autres types de déchets dangereux observés pendant la visite : pots de peinture, bouteilles de gaz, extincteurs, chauffe-eau, réfrigérateurs, congélateurs, radiateurs, ordinateurs, climatisations, etc. Cela concerne également les carcasses de véhicules hors d'usage dépollués observées sur le site, qui ne peuvent être acceptées que si un BSD électronique a été émis par une installation dûment enregistrée et agréée. L'inspection des installations classées rappelle que l'établissement d'un BSD est obligatoire pour toute admission et toute expédition de déchets dangereux, qu'ils soient collectés par l'exploitant chez leur producteur, ou amenés chez l'exploitant par leur producteur. Depuis le 1er janvier 2024, l'utilisation de BSD au format papier est interdite ; seuls des BSD au format électronique via Trackdéchets doivent être utilisés. Pour la collecte dans des déchetteries ou l'apport volontaire par le producteur, l'exploitant peut utiliser des bordereaux de tournée de collecte dédiée disponibles sur Trackdéchets pour certains types de déchets dangereux (dont la liste est précisée dans Trackdéchets) dont les batteries au plomb, de manière à rassembler des déchets de même nature issus de plusieurs producteurs sur un seul BSD.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant établira des bordereaux de suivi de déchets électroniques sur Trackdéchets pour

<p>l'ensemble des déchets dangereux admis sur le site. Il veillera à ce que les BSD soient correctement renseignés, notamment en ce qui concerne l'opération réalisée sur son site (code R12).</p> <p>Il établira également, sous le même délai, pour les lots de déchets dangereux expédiés, des BSD de regroupement qu'il liera aux BSD d'entrée, de manière à conserver la traçabilité des déchets du producteur jusqu'au traitement final.</p> <p>Il pourra utiliser, si besoin, des BSD de tournée de collecte dédiée.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'agrément VHU, il n'est donc pas autorisé à recevoir de VHU sur son site et ne peut pas compléter les BSD spécialisés pour les VHU qui devraient accompagner les carcasses entrées sur son site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Contrat avec un éco-organisme agréé pour la gestion des DEEE**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Au sens du présent article, on entend par :</p> <p>1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;</p> <p>2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.</p> <p>II. - Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.</p> <p>III. - Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.</p> <p>IV. - Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.</p> <p>V. - Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.</p> <p>S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement</p>

<p>des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.</p> <p>Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.</p> <p>La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant accueille des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) sur le site. Le jour de la visite, il n'avait pourtant aucun contrat avec un éco-organisme ni avec un opérateur de traitement disposant un contrat avec un éco-organisme.</p> <p>Dans les jours suivant la visite, l'exploitant a déclaré être entré en contact avec l'éco-organisme ECOSYSTEM pour l'établissement d'un contrat.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fournira le contrat établi avec un éco-organisme agréé conforme à l'article 1 de l'arrêté du 26 mai 2016 relatif aux dispositions minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs prévus à l'article R.543-200-1 du code de l'environnement. Sous ce même délai, il fournira des éléments justifiant qu'il respecte l'ensemble des obligations du contrat.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 4 : Aires d'entreposage des DEEE

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-pour les aires appropriées revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraisers.</li> <li>-couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : <ul style="list-style-type: none"> <li>-la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ;</li> <li>-l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ;</li> <li>-l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses).</li> </ul> </li> </ul> <p>Les installations de tri et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques répondent aux exigences suivantes :</p>

<p>-elles disposent d'un système de pesée des déchets admis ;</p> <p>-les pièces détachées démontées sont entreposées dans des conditions appropriées ;</p> <p>-les piles et accumulateurs, les condensateurs contenant du PCB/ PCT et autres déchets dangereux, tels que les déchets radioactifs, sont entreposés dans des conditions appropriées ;</p> <p>-elles disposent d'équipements pour le traitement des eaux conformément à la réglementation en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation dispose d'un système de pesée.</p> <p>Lors de la visite, les DEEE n'étaient pas entreposés sur une aire spécifique. Ils étaient en mélange avec les déchets de métaux.</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a mis en place une zone d'entreposage des DEEE et a transmis une photographie l'attestant. L'aire d'entreposage des DEEE est dotée d'un revêtement imperméable avec collecte des égouttures et traitement par un dispositif déshuileur. Néanmoins, les DEEE non dangereux et les DEEE dangereux n'étaient pas stockés séparément. Par ailleurs, la zone de stockage n'est pas couverte, sans que l'exploitant ne se soit positionné sur la nécessité d'une couverture selon les critères rappelés ci-dessus.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mettra en place des aires d'entreposage séparées pour les DEEE dangereux (réfrigérateurs, congélateurs, climatisations, etc) et les DEEE non dangereux ;</li> <li>• mettra en place une couverture sur ces aires d'entreposage si l'absence de couverture est susceptible de provoquer la dégradation d'équipements destinés à la réutilisation, l'entraînement de substances polluantes par les eaux de pluie, l'accumulation d'eau ou l'imprégnation par la pluie dans les équipements (en l'absence de couverture, il justifiera qu'il n'est pas dans l'un des cas ci-dessus).</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Registre des entrées et sorties de déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 1 :</u></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p>

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### Article 2 :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Constats :**

L'exploitant dispose bien de registres des déchets non dangereux entrants et sortants de l'établissement comprenant la majorité des éléments listés aux articles 1 et 2 de l'arrêté du 31/05/2021 repris ci-dessus. Toutefois, les éléments suivants sont manquants :

- pour les déchets entrants et les déchets sortants, le code du déchet ;
- pour les déchets entrants, le code de l'opération qui est effectué sur le site (R12) ;
- pour les déchets sortants, le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- pour les déchets sortants, la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant complètera ses registres d'entrée et de sortie de déchets non dangereux pour faire apparaître l'ensemble des éléments imposés par la réglementation, rappelés ci-avant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Hauteur de stockage des déchets de métaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation dispose bien d'aires d'entreposage distinctes pour différents types de déchets : déchets de métaux non dangereux en mélange, bouteilles de gaz et extincteurs, carcasses de véhicules hors d'usage.</p> <p>Il a déclaré utiliser un logiciel de gestion des entrées et sorties qui lui permet de savoir à tout moment quelle est la quantité de déchets présents sur le site. L'inspection attire toutefois l'attention de l'exploitant sur la nécessité de bien consigner les entrées de déchets, particulièrement lorsqu'ils sont amenés directement par leur producteur, de manière à ce que l'état des quantités entreposées soit le plus fiable possible (voir points de contrôle n°2 et n°5). En revanche, la hauteur de stockage de la principale aire d'entreposage était largement supérieure à 3 mètres, alors que des habitations sont présentes à seulement 40 mètres.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant mettra en œuvre une organisation pour que la hauteur d'entreposage des déchets de métaux par rapport au sol ne dépasse pas 3 mètres.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Contrôle de radioactivité des déchets de métaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-I
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.
<b>Constats :</b>  Aucun contrôle de radioactivité n'est effectué sur les déchets de métaux admis sur le site, ni avant leur admission, ni sur le site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant mettra en place un contrôle de la radioactivité de l'ensemble des déchets de métaux admis sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Cuve d'huile noire - Analyse de PCB

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2013, article R.543-33
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout détenteur, à quelque titre que ce soit, de déchets contenant des PCB est tenu de les faire traiter soit par une entreprise agréée dans les conditions définies à l'article R. 543-34, soit dans une installation classée pour la protection de l'environnement autorisée à les traiter, soit dans une installation qui a obtenu une autorisation dans un autre Etat membre de l'Union européenne. Le mélange de déchets contenant des PCB avec d'autres déchets ou toute autre substance préalablement à la remise à l'entreprise agréée ou à l'installation autorisée est interdit.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté que l'exploitant dispose d'une cuve dénommée "huile noire" contenant des déchets d'huile divers. L'exploitant a déclaré que de l'huile de radiateurs à bain d'huile a été versée dans la cuve. Or, l'huile de ce type de radiateurs peut contenir des polychlorobiphényles (PCB). L'exploitant ne sait pas si des PCB sont présents ou non dans l'huile contenue dans la cuve.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant fera analyser le contenu de la cuve. Dans le cas où des PCB seraient mesurés à une concentration supérieure à 50 ppm en masse, il indiquera l'opérateur de traitement autorisé qu'il a choisi pour traiter cette huile.



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Entretien du séparateur d'hydrocarbures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a déclaré que son déshuileur est nettoyé une fois par an. Suite à la visite, il a transmis la preuve du nettoyage du déshuileur datant de juillet 2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Autorisation de déversement et respect des valeurs limites d'émission**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17, 18 et 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 17 :</u> Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes. <i>[Tableaux non repris]</i></p> <p><u>Article 18 :</u> Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte. Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas : - MEST : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l. Toutefois, les valeurs limites de rejet peuvent être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisations et éventuelles conventions de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration, ainsi que du système de traitement des boues n'est pas altéré par ces dépassements. Cette disposition s'applique également pour une installation raccordée à une station d'épuration industrielle (rubrique n° 2750) ou mixte (rubrique n° 2752) dans le cas de rejets de micropolluants. <b>Pour une installation raccordée à une station d'épuration urbaine et pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu</b></p>

<p><b>naturel</b> [voir article 17 ci-dessus].</p> <p>Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.</p> <p><u>Article 20 :</u></p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a déclaré que ses rejets aqueux, après traitement par le déshuileur, sont effectués au réseau communal. Cependant, il n'a pas été en mesure de fournir une autorisation de déversement ni une convention de déversement octroyée par le gestionnaire du réseau. Par ailleurs, il n'a pas été en mesure de fournir des analyses des polluants réglementés dans ses effluents aqueux datant de moins d'un an.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fournira l'autorisation de déversement établie par le gestionnaire du réseau où ses effluents aqueux sont rejetés.</p> <p>Il fera également réaliser, au niveau de son point de rejet après traitement, des prélèvements et analyses des polluants aqueux mentionnés à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 susvisé par un laboratoire agréé ou accrédité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 11 : Rétentions des stockages de liquides

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'une cuve à double peau pour son stockage de fioul et pour ses stockages</p>

<p>d'additif anti-pollution, d'huile neuve ou de lave-glace pour ses engins situés dans le bâtiment. En revanche, l'inspection a noté la présence d'un stockage d'additif anti-pollution, dangereux pour l'environnement, dans un grand récipient pour vrac (GRV) de 1 m<sup>3</sup> non situé sur rétention, en extérieur. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier si la cuve "huile noire" était double enveloppe ou non.</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a transmis un bon de commande signé pour l'achat d'un nouveau dispositif de rétention pour GRV.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant installera l'ensemble de ses stockages de produits liquides susceptibles de causer une pollution des eaux ou des sols sur rétention ou en cuve double enveloppe.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 12 : Vérification périodique des extincteurs**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.</p> <p><u>Article 68 de l'arrêté du 04/10/2010 :</u></p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose de 3 extincteurs répartis sur le site. Suite à la visite, il a transmis le rapport de vérification annuelle daté du 23/02/2024, qui n'appelle pas de remarque de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Plan de défense contre l'incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1-I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p>

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas établi de plan de défense incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant établira un plan de défense incendie contenant l'ensemble des éléments listés ci-dessus.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois